



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

Première session

Rome, 16-17 février 2023

Synthèse du président de la Consultation: Première session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

Cote du document: IFAD13/1/INF.2/Rev.1

Date: 5 avril 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Kyle Peters

Président externe

courriel: r.peters@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats, reconstitution des ressources

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: l.williams@ifad.org

Synthèse du président de la Consultation: Première session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), des membres de la direction et du personnel du FIDA, des observateurs et des invités se sont réunis à Rome, en modalité hybride, les 16 et 17 février 2023. Il s'agissait d'examiner les progrès réalisés à mi-parcours de la période couverte par FIDA12, d'analyser les résultats des évaluations de l'impact dans le cadre de FIDA11, de discuter des directions pour FIDA13 et de convenir d'un programme de travail pour la Consultation sur FIDA13.
2. Après les observations liminaires du président externe de la Consultation, Kyle Peters, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture, dans lequel il a rappelé que FIDA13 offrait la possibilité d'accélérer les interventions touchant à la sécurité alimentaire et la transformation des systèmes alimentaires et de faire face à une crise alimentaire sans précédent. Dans une déclaration vidéo, Bruno Le Maire, Ministre français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, a exprimé son appui sans failles au FIDA, et a proposé de tenir la quatrième session de la Consultation en décembre 2023 à Paris.
3. Prenant la parole face à la salle, les représentants du Forum paysan et du Forum des peuples autochtones au FIDA et la représentante s'exprimant au titre de l'approche en faveur des jeunes à assise communautaire du FIDA – respectivement Esther Penunia, Secrétaire générale de l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, Pallab Chakma, Représentant des peuples autochtones pour l'Asie, et Fatima Amaguar, Représentante de l'approche en faveur des jeunes à assise communautaire au Maroc – ont partagé leur expérience aux côtés du FIDA et ont évoqué les priorités respectives de leurs mandats dans le cadre de la collaboration au cours de FIDA13.
4. Le président externe a fait remarquer que plusieurs pays des Listes B et C non membres de la Consultation, dont des contributeurs actuels ou potentiels à la reconstitution des ressources, avaient demandé de manière informelle à participer à cette session (et aux suivantes) en qualité d'observateurs sans droit de parole. Les membres de la Consultation ont confirmé que les pays des Listes B et C non membres de la Consultation pouvaient suivre les discussions en ligne ou dans la salle d'écoute en tant qu'observateurs sans droit de parole, au même titre que les pays de la Liste A non membres de la Consultation.
5. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

A. Le FIDA à mi-parcours de FIDA12

6. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a d'abord exposé le Rapport annuel 2022 sur l'évaluation indépendante du FIDA, puis la direction a présenté l'examen à mi-parcours de FIDA12 et l'état des contributions à ce stade. Les représentants se sont félicités d'avoir la possibilité d'aborder les défis et les enseignements tirés de l'expérience en amont de FIDA13, et ont salué l'esprit d'exhaustivité et la franchise dont avaient fait preuve les auteurs de l'examen à mi-parcours. Ils ont également rappelé l'importance de la fonction d'évaluation indépendante au FIDA, qui contribuait à éclairer les délibérations de la Consultation.
7. Les représentants ont constaté que le FIDA était en bonne voie pour remplir la plupart de ses cibles et engagements annoncés au titre de FIDA12. En particulier, ils ont salué les progrès importants accomplis à la fin de la première année de FIDA12, compte tenu de la conjoncture difficile. Le FIDA devait continuer de s'attacher à améliorer l'efficacité, l'efficacités, la pérennité des résultats et leur

reproduction à plus grande échelle, afin d'obtenir un impact durable et porteur de transformation.

8. Les représentants se sont félicités de la bonne intégration des thématiques transversales au stade de la conception, mais ont fait écho au point soulevé dans l'examen à mi-parcours selon lequel les projets risquaient de devenir plus complexes. Ils ont donc vivement recommandé à la direction d'innover pour maîtriser la complexité des projets, et l'ont encouragée en parallèle à maintenir ou à revoir à la hausse ses objectifs d'intégration des thématiques transversales, et à s'intéresser davantage à l'efficacité et aux résultats de la mise en œuvre. Concernant le climat, les représentants ont rappelé qu'il était primordial d'atteindre l'objectif de 40% de financements climatiques dans le programme de prêts et dons du FIDA. Ils ont demandé à la direction des garanties à cet égard et des précisions sur la manière d'y parvenir.
9. Les représentants ont pris note des premières mesures de collaboration avec le secteur privé prises dans le cadre du Programme de participation du secteur privé au financement, et ont dit attendre avec intérêt de voir comment les enseignements tirés de cette expérience éclaireraient les approches adoptées au cours de FIDA13. Ils ont également appelé à mettre davantage l'accent sur la coopération Sud-Sud et triangulaire et à approfondir les débats sur certains sujets, comme la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome ou le renforcement du travail du FIDA avec les pouvoirs publics locaux.
10. Concernant la décentralisation, les représentants ont salué les progrès réalisés et leurs potentielles retombées positives sur l'action du FIDA, et ont dit attendre avec intérêt l'évaluation au niveau de l'institution d'IOE en la matière. Ils ont pris acte des difficultés rencontrées dans ce domaine et ont demandé des précisions sur les plans de la direction pour y faire face, s'agissant en particulier des incidences sur le personnel.
11. Concernant le cadre financier et l'allocation des ressources du FIDA, les représentants se sont réjouis du fait que le FIDA fasse en sorte d'allouer ses ressources de base en priorité aux pays les plus pauvres en tenant, voire en dépassant les objectifs d'allocation des ressources dans les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure ou supérieure), les pays d'Afrique et les pays en situation de fragilité. Des précisions ont été demandées sur la mise en œuvre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées et de la Politique en matière de reclassement adoptée en 2021.
12. Les représentants ont salué la diversification croissante des sources de financement du FIDA, notamment les fonds supplémentaires ou autres cofinancements mobilisés, notant que le FIDA mettait ainsi en vitrine ses qualités croissantes d'assembleur de financements au profit des petits exploitants agricoles et du développement rural. Ils ont rappelé l'importance de poursuivre les efforts déployés dans ce domaine, notamment en matière de cofinancement. L'emprunt sur les marchés a aussi été évoqué comme un moyen possible d'améliorer l'accès aux ressources empruntées. La direction a fait remarquer que les cibles concernant les contributions de base à FIDA12 et les prêts concessionnels de partenaires n'avaient pas encore été atteintes.

B. Évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA11 et enseignements tirés dans la perspective de FIDA13

13. La direction a présenté les résultats des évaluations de l'impact dans le cadre de FIDA11 et les enseignements tirés dans la perspective de FIDA13. Les représentants ont salué les bons résultats et le solide impact obtenus par le FIDA, soulignant les avantages que de tels éléments apportaient sur le plan de la réputation du Fonds et des arguments pour y investir.

14. Les représentants ont apprécié la clarté de présentation et la rigueur des évaluations de l'impact. Le FIDA avait une approche bien spécifique de l'évaluation, qui lui permettait de favoriser la formation continue et d'améliorer ses projets. Il a été défini comme une institution axée sur l'apprentissage, capable de mobiliser les connaissances aussi bien que les financements.
15. Les représentants se sont félicités des enseignements tirés des évaluations, concernant en particulier l'investissement dans les systèmes alimentaires et agricoles, l'intensification des mesures d'adaptation aux changements climatiques à l'appui d'une résilience durable, la transformation des normes et pratiques liées au genre et la promotion de la nutrition. Ils ont invité la direction à prendre en compte ces acquis dans le cadre de FIDA13. Par ailleurs, des précisions ont été demandées concernant les stratégies du FIDA en matière de nutrition et la méthode employée pour mesurer les progrès à cet égard. Certains représentants ont rappelé la complexité des enjeux nutritionnels et la nécessité d'avoir des attentes adéquates dans ce domaine, d'autres ont souligné l'importance de traiter ces enjeux en priorité.
16. Plusieurs représentants d'États membres emprunteurs ont formulé de précieuses observations tirées de leur propre expérience sur l'impact du FIDA, et ont ainsi complété les résultats des évaluations de l'impact, en montrant comment les chiffres du rapport d'évaluation reflétaient des avantages réels et concrets pour la vie des populations rurales. En particulier, ils ont souligné l'importance de l'élevage pour les groupes cibles du FIDA et la nécessité de prendre en compte l'adaptation aux changements climatiques et le lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie en milieu rural.
17. Les représentants ont posé des questions sur la méthode d'évaluation et l'attribution des résultats. La direction a confirmé que les résultats renvoyaient à l'impact du programme de travail du FIDA dans son ensemble, cofinancements nationaux et internationaux compris, et a reconnu qu'il serait utile de réaliser des évaluations complémentaires pour mesurer la pérennité de l'impact. IOE, qui a également formulé des observations, a noté l'importance d'exposer clairement les résultats attribuables à l'action du FIDA, rappelant que les résultats obtenus grâce aux cofinancements étaient inclus dans les chiffres sur l'impact global.

C. Directions pour FIDA13

18. La direction a présenté les principaux éléments du document relatif aux directions pour FIDA13. Les représentants ont salué le document et l'intervention de la direction, et ont rappelé que FIDA13 s'inscrivait dans un contexte marqué par un niveau d'insécurité alimentaire sans précédent, combiné à des difficultés croisées liées aux conflits, aux changements climatiques, à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et au surendettement croissant. Ils ont noté les répercussions de ces difficultés sur les groupes cibles du FIDA, et ont souligné l'utilité de la mission du Fonds dans les efforts déployés à l'échelle mondiale pour résoudre ces problèmes. Ils ont salué l'importance de l'action du FIDA en faveur des objectifs de développement durable, mais ont exprimé des inquiétudes quant à la réalisation des objectifs n^{os} 1 et 2. Rappelant que FIDA13 était l'occasion d'accélérer les progrès, ils se sont montrés favorables à ce que le FIDA joue un rôle central dans le prochain bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
19. La grande priorité de FIDA13, à savoir la **création de systèmes alimentaires locaux durables, inclusifs et résilients et la transformation des moyens d'existence des populations rurales** a reçu l'appui des représentants, qui ont aussi soutenu la proposition visant à axer les investissements sur la productivité agricole climato-compatible et l'intégration des petits producteurs dans les filières commerciales. Les représentants ont également approuvé les trois domaines prioritaires proposés que sont: i) la lutte contre les facteurs et les effets des situations de fragilité; ii) le financement de l'action pour le climat et la biodiversité;

- iii) la collaboration avec le secteur privé. Des précisions ont été demandées sur chacun de ces domaines et sur leur corrélation. En outre, les représentants ont rappelé l'importance d'autres domaines tels que la coopération Sud-Sud et triangulaire, l'innovation, la transition numérique, les technologies et les partenariats avec les instituts de recherche, et ont souligné qu'il fallait que le FIDA reste déterminé à intégrer les thématiques transversales.
20. La plupart des représentants ont reconnu que conformément à sa mission, le FIDA avait un rôle à jouer dans les situations de fragilité, et plus particulièrement dans la **lutte contre les facteurs et les effets de la fragilité** liés à son avantage comparatif. Ayant souligné l'importance de la collaboration avec d'autres institutions, notamment les organismes ayant leur siège à Rome, les représentants ont rappelé que le FIDA pouvait apporter une contribution eu égard au lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, puisqu'il avait pour point de mire la résilience et le développement à long terme, sachant que renforcer la résilience aux chocs revenait à réduire les besoins humanitaires futurs. Les représentants ont jugé essentiel que le FIDA dispose d'une capacité et d'une présence adéquates sur le terrain dans les situations de fragilité, et ont établi un lien entre les méthodes d'intervention dans ces situations et la décentralisation en cours. Pour éclairer les débats de la Consultation, ils ont demandé à la direction d'avancer la date de publication du document d'orientation sur les activités du FIDA dans les situations de fragilité.
21. De l'avis général, le FIDA devait maintenir le cap sur le **financement de l'action pour le climat et la biodiversité**. Les représentants se sont félicités de l'attention accrue accordée à la biodiversité, qui était étroitement liée à d'autres thématiques comme le lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie, les questions de genre et la nutrition. Ils ont souligné que la solidité du dossier climatique était une priorité absolue pour FIDA13. Les contributions supplémentaires pour le climat proposées ont reçu un certain appui, mais des préoccupations ont été exprimées en ce qui concernait le risque de substitution, la gouvernance (y compris les droits de vote), l'intégration avec les contributions de base du FIDA, le lien avec le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne et la nécessité d'une complémentarité avec d'autres fonds mondiaux pour le climat. Certains ont indiqué qu'ils souhaiteraient voir la part du financement climatique dépasser 40% du programme de prêts et dons dans le cadre de FIDA13. Il serait bienvenu d'organiser une réunion technique pour discuter plus avant de cette proposition dans l'intersession. Le FIDA a été encouragé à poursuivre sa collaboration active avec les fonds mondiaux pour le climat, et à contribuer ainsi à l'harmonisation de l'écosystème du financement climatique.
22. Les représentants se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la **collaboration avec le secteur privé** au cours de FIDA13, notamment dans le cadre des projets d'investissement ordinaires du FIDA. En ce qui concernait le Programme de participation du secteur privé au financement, ils ont vivement incité la direction à s'appuyer sur les premiers enseignements tirés pour élaborer des propositions visant à intensifier la collaboration directe avec le secteur privé. Ils ont également demandé des informations supplémentaires sur le financement de cette initiative et sur ses conséquences pour le FIDA. La direction a indiqué certaines possibilités, notamment l'éventuel recours aux ressources empruntées, et a exposé différentes manières dont les fonds du secteur privé pourraient s'intégrer aux propres financements du FIDA. Ces questions seraient examinées en profondeur lors de la prochaine session de Consultation.
23. Les représentants ont souligné l'importance continue des thématiques transversales et les bons résultats du FIDA concernant les **questions de genre et les jeunes**. Ils ont également salué les **efforts déployés par le FIDA pour mettre le cap sur l'inclusion sociale** et se mobiliser aux côtés des peuples autochtones, des personnes handicapées et des groupes vulnérables.

Certains représentants ont indiqué que le FIDA devrait mettre davantage l'accent sur l'inclusion des personnes handicapées dans le cadre de ses projets, et ont salué l'adoption d'une approche intersectionnelle –en particulier pour les questions liées au handicap et au genre. D'autres ont exprimé des inquiétudes quant à la réalisation des objectifs du FIDA en matière de financement climatique, et ont demandé à la direction des garanties à cet égard. Certains représentants ont souhaité voir le niveau d'ambition relevé. En écho aux constatations des évaluations de l'impact, le FIDA a également été encouragé à miser davantage sur le **renforcement de l'impact sur la nutrition**. Les représentants ont apprécié les mentions se rapportant à la question du ciblage des changements de comportement et à l'intégration des enjeux nutritionnels dans l'approche du Fonds axée sur les filières. Certains ont noté que les questions de nutrition présentaient de multiples facettes et nécessitaient des mesures complémentaires dans plusieurs secteurs. Dans le sillage des discussions menées dans le cadre de l'examen à mi-parcours de FIDA12, les représentants ont exhorté la direction à amplifier encore l'impact obtenu dans les domaines transversaux tout en maîtrisant la complexité des projets.

24. Les représentants ont reconnu que le FIDA devait continuer de diriger ses ressources de base vers les pays les plus pauvres au cours de FIDA13 sans pour autant faillir à sa mission à portée universelle, étant donné notamment l'enchevêtrement de crises actuel. Dans ce cadre, il importait que le processus de reclassement soit pris en main par les pays et marqué par un dialogue constant et qu'il soit tenu compte d'une série de variables suivant la situation du pays concerné, après concertation entre le FIDA et le pays emprunteur, conformément à la Politique de reclassement. Certains ont estimé que le processus de reclassement devait être volontaire et fondé sur un accord entre l'État membre et le FIDA, et d'autres ont fait valoir qu'il fallait recueillir les expériences en la matière avant de poursuivre les discussions.
25. Les représentants ont souligné qu'une solide reconstitution des ressources était essentielle pour venir efficacement en aide aux pays les plus pauvres (y compris les pays surendettés), ajoutant que le FIDA devait tirer parti de sa capacité d'emprunt, de son effet de levier sur les ressources pour le développement et de sa capacité à attirer des cofinancements pour mener à bien un programme de travail intégré dans le cadre de FIDA13. Certains ont noté que l'emprunt sur les marchés était une solution à envisager. Les représentants ont dit attendre avec intérêt de plus amples informations sur les scénarios et les objectifs financiers de FIDA13, et ont indiqué souhaiter une discussion technique à ce sujet avant la deuxième session de juin.
26. Concernant les aspects organisationnels, les représentants ont demandé des précisions sur la démarche de décentralisation du FIDA et sur les ajustements envisagés dans le cadre de FIDA13 à la lumière des nouveaux enseignements tirés. Ils ont également apprécié les références claires, dans le document relatif aux directions pour FIDA13, à la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.
27. Dans l'ensemble, les représentants se sont réjouis que le FIDA mette à la fois l'accent sur la continuité et la consolidation, en s'appuyant sur les fondements de FIDA12 et en renforçant les réformes importantes lancées ces dernières années. Pour renforcer son impact, le FIDA devrait se concentrer sur les domaines prioritaires proposés, même s'ils n'étaient pas nouveaux. En parallèle, les représentants ont exhorté la direction à élaborer un argumentaire solide, qui mette en évidence les nouveaux éléments et les innovations afin de présenter le FIDA sous son meilleur jour. Souhaitant garantir le succès de la reconstitution des ressources, les représentants ont vivement encouragé la direction à rester concentrée sur l'avantage comparatif du FIDA en matière de renforcement des moyens d'existence et de la résilience des populations rurales pauvres, vulnérables

et exposées à l'insécurité alimentaire, ainsi que sur l'approche du FIDA en faveur d'investissements à dimension humaine et axés sur les zones reculées.

D. Sessions et programme de travail pour FIDA13

28. De l'avis général, il a été convenu de diviser la Consultation sur FIDA13 en quatre grandes sessions, la deuxième devant se tenir les 19 et 20 juin au siège du FIDA. La direction étudiait les propositions d'accueil pour la troisième session, prévue les 2 et 3 novembre. Les représentants ont remercié la France pour son invitation à tenir la quatrième session à Paris, notant que les dépenses occasionnées pour le FIDA ne devraient pas dépasser le budget approuvé pour la tenue de la Consultation sur FIDA13. La direction se concerterait avec le Gouvernement français pour confirmer les dates et les modalités de la session, de façon à assurer la coordination avec d'autres manifestations telles que la COP 28. Les informations seraient communiquées en temps voulu.
29. Les représentants ont approuvé les propositions de documents à examiner pour chaque session. Ils ont également laissé entendre qu'il serait utile d'organiser d'autres discussions en amont de la Consultation, notamment sur les scénarios financiers, les contributions supplémentaires pour le climat proposées, les mécanismes de financement du Programme de participation du secteur privé au financement et l'approche axée sur la fragilité dans le cadre de FIDA13. Les représentants ont indiqué qu'il serait préférable de ne pas attendre la troisième session de la Consultation pour examiner les résultats – si disponibles – de l'évaluation du FIDA pour 2022-2023 menée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, quitte à organiser une autre réunion. La direction a fait savoir qu'une réunion informelle était prévue le 5 avril. Elle étudierait la possibilité d'en organiser d'autres, et tiendrait les représentants informés.
30. La direction a proposé que des représentants du Forum paysan et du Forum des peuples autochtones au FIDA, ainsi qu'un ou une représentante s'exprimant au titre de l'approche du Fonds en faveur des jeunes à assise communautaire, assistent à la Consultation sur FIDA13 en qualité d'observateurs sans droit de parole. Cependant, à l'issue de la réunion, aucun consensus ne s'était dégagé sur cette question. Il a été convenu qu'aux alentours de la date de la deuxième session, la direction réunirait des organisations de peuples autochtones, des organisations paysannes et des associations de jeunes à des consultations informelles, auxquelles les représentants des États membres seraient invités.

E. Déclaration finale

31. Le président de la Consultation a résumé les principaux points saillants des discussions, avant d'indiquer les prochaines étapes. Il a remercié les États membres, les interprètes et le personnel du FIDA d'avoir contribué au succès de la première session de FIDA13.